

Unité bidépartementale Eure Orne
1 Avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMURFIT KAPPA FRANCE

23, rue de l'Industrie
BP 803
27950 Saint-Marcel

Références : 2025.76
Code AIOT : 0005801774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté 23, rue de l'Industrie BP 803 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- 23, rue de l'Industrie BP 803 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005801774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Smurfit Kappa a une activité de fabrication de carton ondulé et d'impression.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le stockage de palettes est important et désorganisé sur la plate-forme extérieure. Des palettes sont en déséquilibre et risquent de chuter. L'exploitant précise qu'il a changé de prestataire et qu'une action de rangement/réorganisation est en cours (voir photo point de contrôle n°5).

Demande n°1 : justifier sous 1 mois par la transmission de photo la bonne organisation de ce stockage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 3.2.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 4.3.9	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 3.2.4.1	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 3.2.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une défaillance des moyens de lutte contre l'incendie ci-après a été constatée : système d'extinction automatique et poteaux incendie (8 poteaux sur 14 sont inutilisables). L'exploitant a engagé des travaux sur son installation d'extinction automatique (début : 2023, fin des travaux prévu pour juin 2026). Aucune mesure compensatoire n'est mise en œuvre pour pallier cette défaillance.

Suite à ces constats, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant pour remédier à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques ICPE
Constats : L'exploitant a fait part de la fusion du groupe SMURFIT KAPPA avec le groupe américain WESTROCK en 2024. Le site de Saint-Marcel se dénomme à présent SMURFIT WESTROCK. Ce changement n'a pas été déclaré. Le site est toujours spécialisé dans la fabrication du carton ondulé : 57 000 tonnes de cartons produits en 2024 contre 47 000 tonnes en 2013. L'exploitant a indiqué que le bâtiment principal abrite toujours les activités de la société COLORYS (activité d'impression sur bobine). Par contre la société SPS n'est plus présente (fabrication/stockage de palettes en cartons), la surface libérée est utilisée pour du stockage de produits finis. L'exploitant n'a pas mis à jour le tableau des rubriques ICPE, quelques évolutions ont eu lieu ces dernières années notamment la modification de l'outil de production.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 : l'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour sa situation administrative et de déclarer le changement de dénomination sociale en transmettant un Kbis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 3.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de Maîtrise des Emissions – Quantité maximale de COV

rejetée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant a mis en place un Schéma de Maîtrise des Emissions. L'émission annuelle cible à respecter est de 0,1 kg de COV /kg d'extrait sec (vernis et encres). Le Schéma de Maîtrise des Emissions est révisé si nécessaire.</p> <p>Les émissions totales annuelles (émissions canalisées et émissions diffuses) de composés organiques volatils de l'ensemble du site ne doivent pas dépasser 10 tonnes.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant envisage de dépasser cette quantité maximale de COV rejetée, l'exploitant doit transmettre au Préfet, l'ensemble des éléments permettant de juger du caractère substantiel de cette modification (nouvelle Évaluation des Risques Sanitaires, impact sur la qualité de l'air,...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats pour l'année 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions annuelles sont de 0,058 kg de COV /kg d'extrait sec (inférieures au seuil de 0,1 kg de COV /kg d'extrait sec), - les émissions totales annuelles sont de 7,30 tonnes (inférieures au seuil de 10 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 3.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion des solvants de l'année N est transmis chaque année à l'inspection des installations classées avant le 15 février de l'année N+1.</p> <p>Il est établi selon le guide de l'INERIS " Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants " ou toute méthodologie équivalente. Seront pris en compte dans ce plan tous les composés susceptibles d'émettre des COV.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un PGS simplifié pour justifier les émissions émises. Depuis plusieurs années, des efforts sont menés pour utiliser des encres aqueuses permettant de limiter les émissions de composés organiques volatils.</p> <p>Le procédé de fabrication est optimisé afin de limiter les changements de production ce qui permet de réduire les nettoyages/changements d'encres et vernis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 3.2.4.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation de COV à phrases de risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'utilisation d'encre et vernis considérés comme substances à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et halogénés étiquetés R40 est interdite sur le site.</p> <p>Dans le cas où le classement d'une substance utilisée pour l'une des fabrications du site évolue de façon à la classer R 45, R46, R49, R60, R61 ou halogénée R40, son utilisation est autorisée.</p> <p>Toutefois, l'exploitant doit informer immédiatement monsieur le Préfet de cette évolution et précise les actions qu'il compte mettre en œuvre (remplacement, conformité des rejets,...) pour respecter la réglementation en vigueur et notamment l'article 27-7° de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis sa procédure d'achats/gestion des produits chimiques (M/SECU/PRO/004) en vue de justifier l'interdiction d'utiliser des substances à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et halogénées étiquetées R40</p> <p>Ce document précise que lors de leur analyse, l'animateur sécurité doit vérifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La quantité des produits dangereux - Aucun produit CMR - Conformité au règlement REACH - Les conditions d'utilisation - Les mesures de lutte contre l'incendie et de déversement accidentel - Les conditions de stockage du produit. <p>L'inventaire fourni dans le PGS ne permet pas de vérifier si les substances suivantes mentionnées à l'article 27.7.c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sont présentes dans les encres/vernis utilisés :</p> <p><i>"Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié"</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°3 : L'inspection demande à l'exploitant de justifier au travers de son inventaire que les substances suivantes mentionnées à l'article 27.7.c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne sont pas présentes dans les encres/vernis utilisés :</p> <p><i>"Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié"</i></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2 réserves d'eau incendie de capacité unitaire de 1380 m³, une alimentant le système d'extinction automatique et une autre alimentant les RIA et poteaux incendie.• un système d'extinction automatique couvrant la totalité du site. Toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction. L'exploitant doit être en possession d'une convention signée avec la société PLASTIC OMNIUM portant sur l'utilisation des installations communes entre les sociétés SUMRFIT KAPPA et PLASTIC OMNIUM. Cette convention doit être signée dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle doit notamment préciser le rôle de chacune des 2 sociétés dans l'exploitation, l'entretien et la surveillance des installations communes.• des extincteurs portatifs de 6 litres minimum judicieusement répartis sur l'ensemble du site avec un minimum d'un appareil par 200 m² . Ces extincteurs doivent adaptés aux risques, visibles, facilement accessibles, accrochés à un élément fixe, repérés par une signalisation durable, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement Ils sont installés conformément aux règles APSAD R4 ou toute règle équivalente.• des Robinets Incendie Armés placés à l'intérieur des bâtiments et à l'extérieur des locaux à protéger. Leur nombre et le choix de leurs emplacements doivent être tels que toute surface des locaux puisse être efficacement atteinte par au moins deux jets de lance. La pression minimale de fonctionnement à laquelle le débit doit être fourni ne doit pas être inférieure à 2,5 bar au RIA le plus défavorisé. Un nanomètre doit être mis en place près de celui-ci pour permettre le contrôle de cette pression.• une alarme sur l'ensemble du site, audible en tout point de l'établissement. <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p>
Constats : <p>L'inspection s'est limitée au contrôle des poteaux incendie et du sprinklage.</p> <p>1/ Poteaux incendie</p> <p>Le rapport de contrôle en date du 2/10/2024 de la société APAVE met en évidence de nombreuses non-conformités : au total 27 observations sont formulées sur 14 poteaux. Ces observations mentionnent notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les poteaux n°1 ; n°8 ; n°11 sont hors service,- les poteaux n°2 ; n°5 ; n°6; n°10 ; et n°14 sont difficilement accessibles ou manoeuvrables ou impossible à ouvrir,- les poteaux n°1 ; n°2 ; n°5 ; n°6; n°8 ; n°10 ; n°11 et n°14 n'ont pas pu être mesurés

Au total ce sont 8 poteaux sur 14 qui sont inutilisables !

Le rapport de contrôle ne permet donc pas de justifier que l'exploitant dispose d'un réseau de poteaux en bon état de fonctionnement pour lutter efficacement contre l'incendie tel que demandé par la prescription ci-dessus.

2/ Système d'extinction automatique

Initialement le système d'extinction automatique est dimensionné pour répondre à un incendie se produisant soit chez SMURFIT soit chez le voisin PLASTIC OMNIUM compte tenu qu'à la création du site de Saint-Marcel, les bâtiments appartenaient à un seul exploitant.

Des évolutions ont eu lieu, notamment le voisin PLASTIC OMNIUM s'est doté de son propre système d'extinction automatique. La convention entre les 2 sites n'est plus nécessaire.

Le rapport de contrôle en date du 4/10/2024 de la société APAVE met en évidence de nombreuses non-conformités et conclut que les **points de non-conformités sont susceptibles de mettre en échec le système.**

L'exploitant a expliqué en séance que des travaux sont en cours pour déposer l'ancienne installation et la remplacer par une nouvelle installation neuve (investissement de 8 millions d'euros). Ces travaux ont débuté en janvier 2023, environ 50 % sont réalisés, la fin des travaux est prévue en juin 2026 (stockages produits finis terminés en fin 2025 puis local sprinkleur début 2026). Durant ces travaux, l'exploitant précise que le dispositif actuel est toujours maintenu en fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident.

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures

compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle précédent (n°5), les moyens de lutte contre l'incendie suivants ne sont pas opérationnels : système d'extinction automatique et poteaux incendie.

L'exploitant n'a pas mis en place de mesures compensatoires durant les travaux du sprinkleur ni pour pallier la défaillance des poteaux incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux industrielles (EU1)

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ces eaux dans le réseau public d'assainissement, les valeurs limites définies ci-dessous : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° EU1 et EU2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) Le débit moyen journalier est 70 m³/j. Le débit maximum journalier ne doit pas dépasser 90 m³/j.

Constats :

L'exploitant a fait évoluer son système de traitement des eaux industrielles : en complément de son unité de traitement physico-chimique, une nouvelle station biologique a été installée à partir du mois de juillet 2023. Le système de traitement a été arrêté sur la période de juillet à décembre 2023 afin de faire les travaux et la mise en service a été initiée en janvier 2024.

L'objectif de ce traitement est de réduire de 50 % les teneurs rejetés en DBO5, DCO et NGL.

Le contrôle inopiné du 17/09/2024 a mis en évidence un dépassement des valeurs limites réglementaires pour la couleur et l'azote. L'exploitant n'a pas détecté ces dépassements dans son autosurveillance. Par courrier du 08/11/2024, il a précisé qu'il a été confronté à un ralentissement de l'activité et qu'il a été contraint d'arrêter sa station biologique sur de courtes périodes. Ces arrêtes peuvent être à l'origine de ces dépassements.

Les résultats d'autosurveillance pour l'année 2024 sont globalement conformes, peu de dépassements constatés.

Afin de disposer d'un volume de rétention suffisant (par exemple en cas de fuite/épandage d'un fût de la zone de pompage pour impression), la cuve C2 de 40 m³ de la STEP est maintenue vide en permanence.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 3 : l'exploitant doit justifier que les méthodes d'analyses utilisées en interne pour l'autosurveillance sont fiables, répétables et reproductibles en se pliant à l'exercice de comparaison de ses résultats d'analyses avec les résultats d'analyses effectuées par un laboratoire externe sur la base du même échantillon prélevé (prélèvement réalisé sous accréditation).</p> <p>En cas de non cohérence des résultats, des actions correctives sont à prendre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois